Journal de Gien, 18 juin 2015

FORTE MOBILISATION À BRIARE MARDI SOIR

Unis pour le Paris-Nevers

Mardi soir, la salle était pleine à Briare pour recevoir la réunion du Comité de liaison d'animation et de développement des transports (CLAD). Des usagers excédés par les retards sur la ligne Paris-Montargis-Nevers. Mais la première préoccupation, et cause de la mobilisation, concernait le devenir de la ligne.

Il faisait chaud mardi soir dans la salle Jean-Jaurès à Briare. « Une affluence décuplée par rapport aux autres comités de liaison », soulignait la conseillère régionale Anne Leclercq qui avait la lourde tâche d'animer un débat dépourvu de sonorisation…

Il y avait là près de 200 personnes, venues de Dordives à la Charité. Des usagers du train, mais aussi des élus le long de la ligne Paris-Montargis-Nevers, très inquiets sur les répercussions du rapport Duron sur le territoire.

Les représentants de la SNCF ont alors eu le sentiment d'un passage en machine à laver, position ensuite, face à un public excédé par les incidents. « Vendredi, nous sommes partis de Paris à 18 heures, avec une arrivée à la Charité à minuit ! Vous trouvez normal d'être bloqués trois heures dans un train sans eau ? »

Le public captivé par la question ferroviaire, avec au premier plan, Jean-Pierre Sueur.

Se battre sans relâche

La SNCF expliquant avoir injecté 5 M€ dans la rénovation de la portion Montargis-Cosne entre 2009 et 2013, « Et 3,4 M€ de 2014 à 2017, avec des renouvellements de voies et de ballast. » Une habitante rétorquait le débat : « Les incidents, on s'y habitue. Mais la volonté, c'est l'avenir de ces trains. »

Jean-Pierre Polet, président du comité de défense des services publics du Gâtinais était clair : « On se bagarre pour que les trains soient à l'heure. Mais on se battra pour que cette ligne continue. »

Car l'enjeu de la réunion était bien dans les effets du rapport Duron. « Ce n'est qu'un rapport. Il n'est pas définitif. François Bonneau, président de la région, a écrit pour demander le maintien de la ligne Intercités. Et il ne devrait pas tarder à rencontrer le ministre avec les personnalités concernées. »

Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, avait fait l'aller-retour pour la réunion : « On nous dit que Paris-Nevers-Clermont est compétitif. Mais que Paris-Montargis-Nevers ne l'est pas… Il faut défendre les Intercités. Que les parlementaires, les élus départementaux, les maires, les usagers s'adressent au ministre ! » (NDLR : Ignorant la rencontre prévue le 23 juin entre Jean-Pierre Door et le ministre).

Une représentante du conseil économique et social dédié à l'environnement enfonçait le clou : « Dans la démarche auprès du ministre, il faut mettre en exergue cette notion d'environnement à l'heure de la conférence mondiale sur le climat. »

Une rencontre avec le ministre mardi prochain

Jean-Pierre Door, député-maire UMP de Montargis a tout de suite réagi au rapport Duron.

« J'ai tout de suite interpellé le gouvernement lors des questions orales. Et dans la foulée, j'ai écrit une lettre recommandée au ministère des Transports pour lui demander une rencontre, avec les signatures de Claude de Ganay (député du Loiret), d'Yves Fromion (Cher), Guillaume Larrivée (Yonne) et Valérie Lacroute (député maire de Nemours - Seine-et-Marne). J'ai également saisi le sénateur Gaëtan Gorce (Nièvre), car nous avons déjà travaillé sur la question. »

Jean-Pierre Door.

Mardi 16 juin, Jean-Pierre Door a reçu une réponse du ministre des Transports Alain Vidalies : « Il nous reçoit en délégation mardi 23 juin. Il rendra son rapport le 3 juillet. Sur la ligne Paris-Montargis-Nevers, il y a un mélange des genres entre les régions et la SNCF. Tout doit être remis à plat. C'est ce que nous dirons au ministre. »

Une pétition lancée sur internet

En marraine à l'étranger, le maire de Sury-près-Léré, Pascal Vigoll, téléprojet de ne pouvoir lire tout ce qui concernait la ligne Paris-Montargis-Nevers, et les propositions du rapport Duron. « Quand je suis rentré, je me suis dit qu'il fallait faire quelque chose. J'ai envisagé de lancer une pétition. J'ai regardé sur internet, et voilà. » Relayée par les pages Facebook de la presse locale, la pétition croît de jour en jour. Mardi soir, elle avait passé la barre des 1350 signatures. On peut toujours la signer en cliquant : http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2015N67521.

Phoca PDF